L'ESPAGNE

CONTEMPORAINE

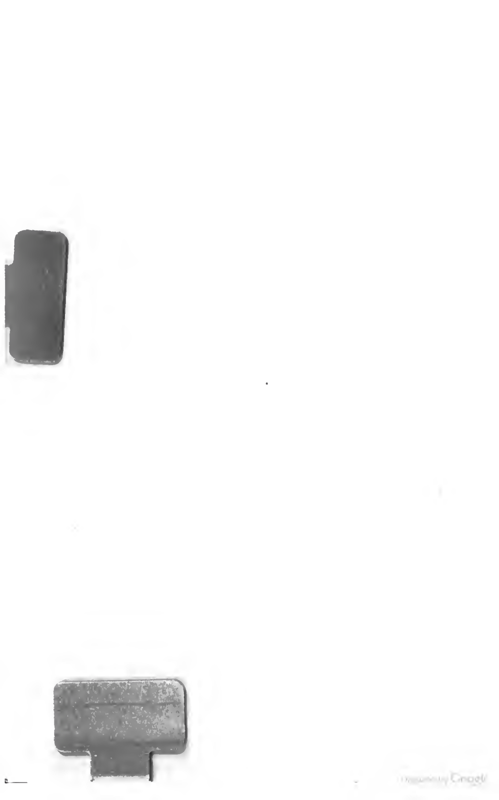
SES PROGRÈS MORAUX ET MATÉRIELS AU XIXe SIÈCLE

PAR

FERNANDO GARRIDO

BRUXELLES ET LEIPZIG

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS



L'ESPAGNE
CONTEMPORAINE

Bruxelles.—Typ. de A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, rue Royale 3, impasse du Parc.

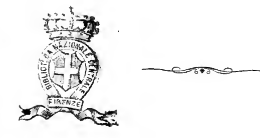
L'ESPAGNE

CONTEMPORAINE

SES PROGRÈS MORAUX ET MATÉRIELS AU XIXe SIÈCLE

PAR

FERNANDO GARRIDO



BRUXELLES ET LEIPZIG

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS

RUE ROYALE, 3, IMPASSE DU PARC

1862

AU LECTEUR.

—

Le rôle important que l'Espagne a joué dans l'histoire, sa position géographique et la richesse de son sol, si favorables aux relations avec les deux hémisphères, ne l'empêchent pas d'être aujourd'hui aussi peu connue que la Chine ou le Japon.

Pour les Allemands, l'Espagne est encore le pays de la chevalerie errante, du romantisme de Calderon et de Lope. Les Français font toujours commencer l'Afrique aux Pyrénées. Les Anglais regardent l'Espagne comme le pays du fanatisme, de la paresse, du vol de grand chemin et des *auto-da-fé*. En résumé, l'Espagne contemporaine, la fille de la révolution du XIXe siècle est complétement méconnue, et par conséquent mal appréciée au dehors, non seule-

ment par le vulgaire, mais aussi par les hommes d'État les plus éminents.

Des révolutions par lesquelles a passé la Péninsule, il semble qu'ils n'aient vu que les *pronunciamientos,* qu'ils n'aient été frappés que du bruit des émeutes, des chants patriotiques et des insurrections. Quand la réaction triomphait, ils n'ont fait attention qu'aux persécutions et aux mitraillades. Les noms des hommes politiques les plus remarquables d'Espagne sont à peine connus: et leurs idées, leurs doctrines, les changements qu'ils ont opérés dans la constitution économique et politique de leur pays sont entièrement ignorés.

Absorbée par sa réorganisation intérieure, empêchée par les guerres civiles qu'entretiennent les derniers soutiens de l'absolutisme qui l'opprima durant tant de siècles et contre lequel elle lutte encore, l'Espagne n'a exercé aucune influence dans les affaires de l'Europe par sa politique extérieure: et, comme on n'attendait ni ne redoutait rien d'elle, on l'a oubliée et dédaignée, supposant que ses luttes intestines, ses guerres civiles meurtrières étaient des signes manifestes de décadence et de mort.

Mais ces mêmes guerres civiles qui la rendaient nulle à l'extérieur prouvent au contraire sa puissante vitalité, sa force morale qui renouvelait l'ancienne organisation politique désormais incompatible avec les nouvelles exigences de sa vie.

De notre temps, l'Espagne a souvent surpris le

monde par la violence de ses mouvements politiques. Mais, comme la révolution a été lente et pénible, tantôt triomphante, tantôt vaincue, l'opinion publique en Europe a fini par voir d'un œil indifférent tous ces mouvements regardés par tous comme sans importance.

Cependant, depuis quelque temps, l'Espagne a commencé à attirer l'attention des hommes d'État de l'Europe qu'a frappés la rapidité avec laquelle le sol de la péninsule se couvre de chemins de fer, la vigueur avec laquelle a été conduite la guerre du Maroc, la hardiesse de la politique à laquelle est due l'annexion récente de Saint-Domingue et l'intervention au Mexique.

Cet ensemble de circonstances trouble l'opinion qu'on s'était faite sur la situation vraie d'un peuple, qui, s'il ne fut jamais grand par le nombre, le fut incontestablement par son caractère entreprenant et aventureux, par le génie de ses écrivains et de ses artistes, par la passion des armes et des conquêtes, par l'énergie et l'opiniâtreté avec lesquelles il sut défendre et garder son indépendance contre l'étranger aux époques les plus critiques de son histoire.

Voilà pourquoi j'écris ce livre.

Je veux faire connaître l'Espagne contemporaine et montrer la carrière qu'elle a parcourue dans la voie du progrès depuis la révolution de 1808 jusqu'à nos jours.

Je ne m'appuierai que sur des documents offi-

ciels, et, là où ils font défaut, sur des renseignements que j'ai lieu de croire irrécusables. Ce livre montre les progrès de la vie politique, civile et sociale de la péninsule; l'état de l'agriculture, de l'industrie et du commerce; la statistique et l'organisation de l'armée de terre et de mer, et des colonies, de l'instruction publique et privée; des tribunaux et de la criminalité; des postes et des télégraphes; des banques, des sociétés industrielles et de crédit; de la presse, du clergé, et, enfin, tout ce qui peut contribuer à faire connaître la situation de l'Espagne.

J'y suivrai pas à pas, dans toutes les branches de l'administration, les réformes inaugurées par la révolution de 1808, qui ébranla dans ses fondements la société espagnole, et dont les violentes secousses l'agitent encore de nos jours; j'étudierai enfin l'action des partis dans le passé, leurs modifications successives et leurs tendances actuelles.

CHAPITRE PREMIER

—

Unité de l'Espagne et découverte de l'Amérique. — Victoires des Espagnols dans toutes les parties du monde. — Défaite du parti populaire en Castille et en Aragon aux XVIe et XVIIe siècles. — Esprit libéral des Castillans au XVIe siècle. — Consolidation du despotisme durant trois siècles. — Charles III. — Charles IV.

I

Vers la fin du moyen âge, l'Espagne réunit toutes ses forces sous un seul gouvernement, et put dès lors exercer une influence souveraine sur la politique de l'Europe. Mais, à l'époque de la réunion des deux grands royaumes de la péninsule, déjà les Aragonais et les Catalans avaient porté leurs armes victorieuses aux Dardanelles et conquis les Baléares, la Sardaigne, la Sicile et Naples; et les îles Canaries appartenaient à la Castille.

Le mariage d'Isabelle et de Ferdinand avait à peine réuni la Castille et l'Aragon que l'Espagne soumettait les Maures. Cette entreprise difficile n'était pas encore terminée qu'au camp même, aux portes de la ville de Grenade, s'organisait l'expédition de Christophe Colomb, dont le génie offrait un nouveau monde à Isabelle.

L'histoire de la découverte, de la conquête et de la colonisation de l'Amérique par les Espagnols, paraît, comme le dit l'illustre historien Prescott, être bien moins une relation fidèle de la réalité, qu'un de ces romans de chevalerie errante si populaires au moyen âge.

Durant deux siècles, la race ibérique a envoyé des millions de

ses enfants dans ces régions lointaines : elle y a créé une organisation sociale, y a mêlé les races indigènes aux races africaines et latines, et y a fondé de magnifiques cités plus belles que celles dont l'Europe était fière à cette époque. Et tous ces prodiges étaient accomplis par les Espagnols, livrés à leurs propres ressources. De nos jours, les États-Unis, l'Australie et d'autres parties du globe se peuplent comme par enchantement : mais, tous les pays du monde y envoient de nombreuses émigrations. L'Espagne, au contraire, dut suffire seule à l'œuvre gigantesque de la colonisation de l'Amérique, avec une population de 12 millions d'âmes qui, à la fin du XVII[e] siècle, était descendue à moins de 7 millions. Qui ne verra, dans ces événements, la preuve des progrès qu'avaient faits les Espagnols dans la navigation et dans la science du gouvernement, et de l'énergie prodigieuse et de la force d'expansion de la race ibérique?

II

La conquête et la colonisation de l'Amérique et d'une partie de l'Asie n'absorbaient pas toutes les forces de l'Espagne. Pendant que ses hardis navigateurs doublaient, les premiers, le cap Horn et celui de Bonne-Espérance, son armée de terre volait de victoire en victoire en Afrique et en Europe. De Mazagan à Tunis, toute la côte africaine, Oran, Tanger, Mazalquivir tombaient en leur pouvoir ; et à Lépante son escadre, secondée par la marine des petits États italiens, détruisait la flotte des Turcs.

En Italie et dans les Pays-Bas, au nord comme au sud de la France, durant un siècle et demi de guerres continuelles, l'Espagne, depuis la défaite des Français à Naples par Gonsalve de Cordoue, fut battue la première fois à Rocroi par Condé. Où puisait-elle la force nécessaire pour de si grandes choses, cette race faible par le nombre, si mal gouvernée et administrée, éparse sur un immense territoire, dont l'étendue, en Amérique seulement, comprenait 50 degrés de latitude et comptait soixante millions de sujets?

Comment put-elle, en même temps, vaincre l'ennemi du dehors et résister aux causes de ruine et de dissolution qui la rongeaient au dedans? Un coup d'œil rapide sur les événements à l'intérieur fera trouver plus extraordinaire encore que l'Espagne ait pu si longtemps jouer le rôle prépondérant parmi les nations de l'Europe.

III

La lutte de sept siècles contre les Maures avait identifié, dans l'esprit du peuple espagnol, l'amour de la liberté et de l'indépendance nationale avec la religion catholique, à un tel degré, que la réforme, prêchée par Luther, trouva les Espagnols peu disposés à la comprendre et à l'accepter. L'Espagne fut l'âme et le bras de la résistance en Europe, et, dans son propre sein, elle étouffa la voix des réformateurs au milieu des flammes des bûchers. L'inquisition régna souveraine; et, à sa suite, vint son cortége ordinaire, l'oppression, l'ignorance et la misère (1).

Au point de vue économique, administratif et politique on pourrait dire qu'il n'y avait pas encore *une nation espagnole*. L'unité n'était représentée que par le roi qui régnait sur plusieurs royaumes, ayant chacun leur législation, leurs institutions, leur monnaie propre ainsi qu'un système particulier de poids et de mesures, différences qui, en partie, existent encore de nos jours.

Quand les Castillans se soulevèrent pour défendre leurs priviléges contre les empiétements de Charles-Quint, les Aragonais, les Valenciens et les Catalans assistèrent à la lutte avec indifférence, et contri-

(1) L'abbé de Montgaillard, dont le témoignage n'est pas suspect, dit au IVe volume de son *Histoire de France :*

« Quelles que soient les atrocités commises par les Jacobins, elles sont loin de celles de l'inquisition en Espagne, et la palme de l'assassinat juridique appartient de droit au saint-office. De 1481 à 1781 il y eut 31,920 condamnés brûlés; 16,759 brûlés en effigie; 291,450 condamnés à des peines rigoureuses; total des victimes (avec confiscation des biens) : 341,029.

« Ces calculs sont très modérés. Dans la seule ville de Ciudad-Real les auto-da-fé donnent le résultat suivant en l'année 1484 : le 13 février, 750 brûlés; le 2 avril, 800; le 7 mai, 750; le 16 août, 27; le 12 décembre, 950; en tout, 3,377. »

buèrent même directement à la défaite des Castillans. Ils ne sentaient pas que le supplice de Padilla, décapité à Villalar, n'était que le précurseur de l'exécution du grand juge Lanuza, mis à mort par Philippe II, qui se servit, pour enlever la liberté aux Aragonais, des soldats de la Castille vaincue par Charles-Quint. Telle fut la fin désastreuse des institutions représentatives et des libertés municipales de l'Espagne; institutions les plus libérales qui, depuis la chute de la république romaine, aient régné dans aucune des nations formées des débris de l'empire et qui, dans les divers royaumes, existaient déjà au commencement du XI[e] siècle.

Qui ne connaît la célèbre formule des Aragonais au couronnement de leurs rois : « Nous qui, chacun, sommes autant que vous, tous « ensemble, plus que vous, nous vous faisons roi; si vous gouvernez « selon les lois de l'État, nous vous obéirons : *sinon*, NON (1). »

Cette solennelle déclaration du droit d'insurrection fut scellée du sang de Lanuza, supplicié à Saragosse par les ordres de Philippe II, qui, depuis, gouverna despotiquement l'Aragon et le reste de la Péninsule, à l'exception du pays Basque et de la Navarre qui, ont conservé jusqu'à nos jours, la plupart de leurs institutions représentatives du moyen âge, grâce à un concours de circonstances que ce n'est pas ici le lieu d'expliquer.

IV

Pour montrer combien les idées étaient avancées au commencement du XVI[e] siècle en Castille, nous donnons les chapitres les plus importants du manifeste où les *communeros* posaient à Charles-Quint les conditions auxquelles ils reconnaîtraient son autorité :

« Qu'il (le roi) ne pût se marier sans le consentement des cortès; que des troupes étrangères ne fussent jamais introduites dans le royaume : qu'on réduisît toutes les taxes au taux où elles étaient

(1) « Nos, que cada uno somos tanto como vos, y todos juntos mas que vos, os hacemos Rey : si respetais nuestras leyes y privilegios, os obedeceremos : *si no*, NO. »

à la mort de la reine Ysabelle : que l'on révoquât toutes les aliénations des domaines on des revenus royaux, faites depuis la mort de cette reine; qu'on abolît tous les nouveaux offices créés depuis cette époque : qu'à l'avenir, chaque ville envoyât à l'assemblée des cortès un député du clergé, un député de la noblesse et nn député des communes, choisi chacun par son ordre. Que la couronne ne pût ni influencer ni diriger la nomination de ces députés : qu'aucun membre des cortès ne pût recevoir unc pension ou une place du roi soit pour lui, soit pour quelqu'un de sa famille, sous peine de mort et de confiscation de ses biens; que chaque ville ou commune payât à ses représentans un salaire, pour fournir à leurs dépenses pendant leur présence aux cortès; que les cortès fussent rassemblées une fois, au moins, tous les trois ans, lors même qu'elles ne seraient pas convoquées par le roi, pour rechercher si les présens articles avaient été observés, et pour délibérer sur les affaires publiques; que les juges eussent des traitemens fixes, et qu'ils n'eussent aucune part dans les condamnations ou dans les amendes prononcées par eux; que tous les priviléges que les nobles avaient obtenus, à quelque époque que ce fût, au préjudice des communes, fussent révoqués; qu'on ne confiât jamais à des nobles le gouvernement des villes et des communes; que les biens de la noblesse fussent soumis aux impôts publics de la même manière que ceux du tiers-état : qu'on fît une enquête sur la conduite de ceux qui avaient été chargés de la direction du patrimoine royal depuis l'avénement de Ferdinand et que si le roi ne nommait pas, dans le délai de trente jours, des personnes propres à ce service, les cortès eussent le droit de les nommer : qu'on ne prêchât et qu'on ne répandît aucune indulgence, dans le royaume, sans que la cause de sa publication eût été examinée et approuvée par les cortès; que l'archevêque de Tolède, étant étranger, fût obligé de se démettre de sa dignité, qui serait confiée à un Castillan; que le roi promît et jurât de la manière la plus solennelle; d'observer tous ces articles et de ne chercher dans aucune occasion, à les éluder ou à les enfreindre. »

V

Pour que le despotisme ait pu se maintenir trois siècles et faire déchoir l'Espagne de son rang de première nation de l'Europe, il a fallu un concours extraordinaire de circonstances, qui ont amené le même résultat en tous les pays, où elles se sont produites. Les victoires de ses armées en Europe, accroiasant la force de la nation au dehors et l'enivrant de gloire, donnaient du prestige au souverain. L'Amérique absorbait les forces vives du pays; la jeunesse ardente quittait la mère-patrie à la recherche des aventures, de la richesse et du pouvoir dans les contrées lointaines; et, dans l'oppression des étrangers, elle trouvait une compensation au rôle de victime de son roi, dont elle se faisait la complice. Tout Espagnol était moine, soldat ou noble : qui n'avait pas de parchemins allait en gagner sur les cimes de la *Sierra Madre* et des Andes ou dana les plaines des Pays-Bas et les côtes d'Afrique. Pendant que l'inquisition étouffait l'indépendance des Espagnols, on expulsait les Maures et les juifs, les plus industrieux parmi les habitants, agriculteurs pour la plupart. Les villages, éloignés les uns des autres, étaient privés de voies de communication; tous ceux qui ne combattaient pas à l'étranger, restaient plongés dans l'ignorance, abrutis par la misère, et peuplaient les couvents et les monastères. Le lecteur comprendra aisément que toutes ces causes réunies aient pu assurer le triomphe du despotisme sur une race si fière, qui, dans la suppression des institutions représentatives voyait surtout d'importants priviléges enlevés aux nobles. De seigneurs de vassaux et de législateurs ils devinrent valets d'antichambre des rois qui dès lors ne connurent plus d'obstacle, parce que la plèbe croyait ses intérêts identifiés avec le pouvoir royal.

La misère avait amoindri la fierté et tué la liberté. La superstition engendra le plus terrible des fléaux, la généralisation des biens

de main-morte. La manie de fonder des majorats et de donner les biens à l'Église avait été poussée si loin qu'au commencement de la révolution de ce siècle plus des trois quarts du sol étaient soumis à des servitudes.

Tel était l'état déplorable auquel l'Espagne avait été réduite par les deux dynasties d'Autriche et de Bourbon, quand en 1808, réveillée de sa léthargie par l'invasion de Napoléon elle sut trouver, dans son propre sein, assez de vitalité pour résister à l'étranger, expulser en partie le virus qui la rongeait à l'intérieur, et se préparer à l'extirpation définitive du royalisme et de la superstition, causes première de sa déchéance.

VI

De tous les rois de la maison d'Autriche ou de Bourbon, il n'en est qu'un seul, Charles III, qui, par son génie et par ses œuvres, se soit montré digne du trône. Plus avancé que son époque, il sut restreindre l'influence de l'inquisition, éteindre ses bûchers, bien qu'il n'ait pas osé l'abolir. Il supprima la torture, qui, jusqu'à lui, était employée dans les procès criminels. Il expulsa les jésuites et confisqua leurs propriétés. Habile à discerner le mérite, il s'entoura des hommes les plus honnêtes et les plus capables. Il fonda la banque de San Carlos, protégea les arts et les lettres, accorda les priviléges de la noblesse aux imprimeurs, porta le nombre des vaisseaux de ligne à 80, fonda des colonies et des villages dans les montagnes de la Sierra Morena, et construisit plus de chemins, d'édifices publics et de fortifications que tous ses prédécesseurs ensemble y compris Charles-Quint.

VII

Charles III et les hommes qui l'entouraient furent les émules des Frédéric de Prusse et des Colbert; et, à leur exemple, ils voulaient tout faire par eux-mêmes pour la nation. Au lieu de supprimer les entraves à la libre action individuelle, Charles III conserva tout ce qui s'opposait à la manifestation libre de la pensée, la censure de l'État et de l'Église contre l'imprimerie et les priviléges des corporations. Il compromit sa puissance par des guerres inutiles, abandonnant la sage neutralité de son prédécesseur.

A quoi lui servit de sacrifier des sommes énormes pour créer la marine la plus nombreuse du monde, quand, par le système injuste et honteux des matricules, introduit par Philippe V, il se trouvait sans matelots pour armer ses 80 vaisseaux de ligne?

Cinquante vaisseaux à l'ancre à Algésiras ne purent, faute d'équipage, empêcher une douzaine de vaisseaux anglais de secourir Gibraltar.

S'il fit de grandes choses qui, du reste, ne produisirent pas les résultats qu'on en attendait, ce fut en créant une dette énorme et en poussant l'Espagne vers la banqueroute qu'amena l'ineptie de son prédécesseur.

Comme les souverains de la France et de la Prusse, Charles III gouverna en despote, sans donner à ses sujets aucune intervention dans l'administration publique; mais ses réformes et sa politique firent sentir à la partie la plus éclairée de la nation le besoin des institutions représentatives.

Mais comment ne pas reconnaître ici l'absurdité de la monarchie héréditaire? à Charles III, le roi philosophe, progressif, succéda son fils Charles IV, l'idiot, qui transmit son imbécillité à ses enfants. Gouverné par sa femme que menait Godoy, son amant, Charles IV abandonna les rênes du pouvoir au favori. Le peuple indigné n'attendait qu'une occasion pour faire éclater sa colère;

Napoléon la lui fournit. Le roi céda la nation espagnole à Bonaparte, comme un vil troupeau. Mais la nation se leva armée, comme un seul homme, et, au milieu de l'effroyable lutte, elle proclamait ainsi ses droits dans sa constitution :

« La nation espagnole n'est le patrimoine d'aucune personne ni d'aucune famille. »

De cette constitution date la régénération lente de l'Espagne, qnelquefois interrompue, mais toujours recommencée avec une nouvelle vigueur comme on le verra dans les chapitres suivants.

CHAPITRE II

—

Influence de Charles III et des hommes d'État de son règne sur l'esprit public en Espagne.— Action simultanée de l'élément libéral et de l'élément royaliste dans la révolution de 1808. — Population et division politique. — Chaos dans l'administration de la justice. — Mauvais état des routes : conséquences.— Armée et marine.— État de la propriété et de l'industrie. — De l'instruction publique. — Théâtre, littérature et presse. — Fanatisme religieux.— Révolution de 1808.— Constitution de 1812.—Révolution des colonies. — Ses tendances. — Ingratitude de Ferdinand VII. — Réaction de 1814. — Les *Afrancesados*.

I

Charles III et les grands hommes qui le secondèrent dans son œuvre, les Aranda, les Floridablanca, les Campomanes avaient réveillé l'esprit public en Espagne. La révolution française de 89 acheva de préparer les Espagnols à la révolution de 1808, dont Napoléon, Godoy, Charles IV, Ferdinand et sa mère ne firent que fournir l'occasion.

Si la mine éclata, c'est qu'elle était déjà chargée; malgré l'inquisition, les nouvelles idées avaient pénétré dans les profondeurs mêmes de la société. Mais dans cette révolution, comme dans toutes celles qui triomphent, ce n'était pas un parti, ni une idée qui à elle seule remuait jusque dans ses fondements la vieille société espagnole. Contre Napoléon et la famille royale corrompue, se levaient, en même temps, le fanatisme religieux et la liberté. Sous le drapeau de l'indépendance s'abritaient ceux qui criaient : « *La Patrie, le Roi, la Religion,* » et ceux, dont la devise était : « *Patrie et Liberté!* »

Mais cette union ne dura que le temps nécessaire pour l'expulsion des soldats de Napoléon.

II

La révolution brisa la tradition de la manière la plus violente. L'abdication du souverain ayant rompu les liens de l'obéissance, le peuple forma des *juntas*, (comités de gouvernement), qui disposaient arbitrairement, c'est à dire sans tenir compte des lois existantes; et il constitua ainsi sa souveraineté, détruisant par la force l'ancien ordre des relations sociales.

Les généraux Solano à Cadiz, et Borja à Carthagène, et d'autres que l'opinion accusait de trahison, furent égorgés en plein jour, sans autre forme de procès; et le peuple, prenant les armes, se nomma des généraux pour le mener au combat, abolissant ainsi, en fait, le privilége du commandement des troupes jusqu'alors réservé aux nobles (1).

Mina, le laboureur; Manso, le meunier; Jauréguy, le berger; l'Empecinado, garçon d'écurie, et bien d'autres, sortis de la classe la plus infime, occupaient à la fin de la guerre de l'indépendance les premières places dans l'armée, dont les officiers, pour la plupart, étaient aussi du peuple. Les réactions absolutistes de 1814 et de 1823 ne songèrent même pas à détruire cette réforme radicale, tant cela leur paraissait impossible.

Dès cette époque, cette composition de l'armée espagnole qui, comparée à celle des autres pays de l'Europe (excepté la France et l'Italie actuelle), peut être appelée démocratique, a exercé une influence puissante sur les changements politiques; mais, avant d'aller plus loin, il faut jeter un coup d'œil sur l'état de l'Espagne en 1808.

(1) Ce privilége existe encore pour l'artillerie en dépit des réclamations de la presse et du parlement : mais il est plutôt nominal que réel.

III

La population dépassait à peine dix millions, et elle était si inégalement répartie que la Castille et l'Estramadure étaient presque désertes. Le littoral et les vallées de Grenade, Murcie et Valence où avait été conservé le système d'irrigation des Maures; les Asturies et la Galice, où l'eau abonde, possédaient une population dense et active.

L'Espagne était divisée en royaumes, provinces, principautés et seigneuries. Les royaumes étaient : Léon, Valence, Murcie, Grenade, Jaen, Cordova, Navarre, Aragon. Il y avait la principauté des Asturies et celle de Catalogne, la seigneurie de Vizcaya et celle de Molina, et les provinces basques; l'Estramadure, les Castilles, les îles Baléares et les Canaries. Malgré l'union politique de trois siècles, ces diverses parties territoriales avaient conservé des différences très remarquables.

Catalans, Galiciens, Navarrais, Basques, Valenciens, Mayorquais, Mahonais, parlaient chacun leur idiome différent du Castillan, langue officielle de l'Espagne. L'Aragon, la Catalogne et Valence avaient chacune un système monétaire, et la monnaie d'une province n'avait pas cours au dehors. La variété des poids et des mesures était encore plus grande que celle des monnaies et des langues.

IV

L'administration de la justice était un véritable chaos. Les lois du moyen âge de l'époque d'Alphonse le Grand étaient en vigueur, aussi bien que les innombrables ordonnances accumulées en huit siècles. Outre les tribunaux de seigneurie, les tribunaux ordinaires et les juges au criminel (espèce de tribunaux ambulants qui allaient siéger là où le crime avait été commis), il y avait les audiences et les chancelleries, tribunaux de seconde instance, le tribunal suprême

à Madrid. Il y avait enfin les tribunaux exceptionnels, comme la cour ecclésiastique, celle de la Rota, celle de l'inquisition, des finances, de la marine et les cours militaires, ayant juridiction sur ceux qui violaient leurs lois spéciales, bien qu'ils n'appartinssent pas à leurs corps respectifs; le tribunal *del Agua* à Valence (1), le *Consejo de la Mesta* et autres cours locales pour des objets spéciaux, au nombre de cinquante au moins : la législation civile était différente dans la plupart des provinces.

Les royaumes et les provinces étaient commandées par des capitaines généraux qui, en Navarre, prenaient le titre de vice-roi. Leurs pouvoirs étaient très étendus; ils étaient à la fois chefs militaires et civils : et, excepté l'église, tout leur était soumis. La police judiciaire était faite par les corrégidors et les alcaldes avec leurs alguazils.

Les membres des municipalités appelés *regidores* (régisseurs) étaient, dans la plupart des villes, nommés par le roi; mais ils étaient élus pour la vie, ce qui leur assurait une sorte d'indépendance tant envers le roi qu'envers les populations : aussi étaient-elles très mal administrées.

V

En 1808 il n'y avait en Espagne que 3,000 kilomètres de routes royales, à savoir : de Madrid à Cadiz, à Irun, à Galice et à Barcelonne. Les autres chemins portaient ce nom parce que les piétons et les chevaux y passaient.

Le transport des marchandises et des personnes se faisait à dos de mulet ou d'âne; pendant l'hiver, les voyages étaient interrompus en plusieurs points faute de ponts sur les torrents, et les produits

(1) La cour des eaux (*tribunal del agua*) fut établie par les Maures. Elle connait des différends entre les laboureurs de *la Huerta*, au sujet de la distribution des eaux d'irrigation. Elle juge sans appel. La cour est un jury de laboureurs qui siége sous le porche de la cathédrale où il y a des bancs de pierre à cet effet. La cour entend les parties et délivre la sentence, et pour chaque mot de réplique ou de désapprobation que prononce l'une quelconque des parties, elle est condamnée, séance tenante, à payer une amende d'un denier.

étaient entassés en magasin dans les centres agricoles, ce qui causait des famines épouvantables, comme celle de Carthagène en 1810, où la livre de pain noir valait un franc et demi quand, dans la Manche, à trente lieues, le blé se vendait six francs la fanègue, prix qui établit la livre de bon pain à 10 ou 12 centimes. Pour aller d'un bout de l'Espagne à l'autre il fallait deux mois, et deux ou trois mille francs, sans compter le risque d'être volé par les nombreuses bandes qui mettaient à contribution les voyageurs et les habitants des vallées les plus riches.

Le service des postes était ce qu'on peut attendre d'un pareil état des routes. Il n'y avait de chaise de poste avec relais que de Madrid à Cadiz, Barcelonne et à Irun. Il n'y avait courrier que deux fois par semaine et le voyage durait de cinq à six jours, quand il faisait beau temps : dans le cas contraire, la poste mettait huit, dix jours et davantage même. En passant les frontières de plusieurs provinces, et à l'entrée des villes les voyageurs devaient être inscrits et payer des droits de différentes dénominations plus onéreux les uns que les autres et, à tout cela, se joignait l'inconvénient de la différence des monnaies et du langage (1).

VI

Avant 1808 l'Espagne n'avait pas de conscription pour le recrutement de l'armée. Le service était volontaire, et chaque régiment avait ses enrôleurs. La misère et la combativité des Espagnols étaient les deux stimulants qui les faisaient entrer dans l'armée. Le

(1) Quand, l'amiral Villeneuve alla de Toulon à Cadiz avec l'escadre francaise, qui concourut à la bataille de Trafalgar, il s'arrêta à Carthagène pour rallier l'amiral Salcede qui avait dans ce port huit vaisseaux de ligne dont deux à trois ponts. Mais Salcede n'avait pas reçu d'ordres de son gouvernement. « Faites savoir à Madrid que je suis ici et que je n'y saurais attendre, vu que les Anglais pourraient m'empêcher de passer. » Il faut au moins huit ou neuf jours pour avoir la réponse, dit Salcede : et les alliés comptèrent huit vaisseaux de moins à Trafalgar. Que serait-il arrivé s'il y eût eu des routes en Espagne, et que Salcedo eût pu partir ? Quand l'ordre du départ arriva, l'escadre française était déjà loin et Salcedo ne put pas l'exécuter, parce qu'au détroit il y avait des forces anglaises supérieures.

service à bord des vaisseaux de guerre et dans les régiments d'infanterie appelés *milices provinciales* était obligatoire; ces derniers se recrutaient dans chaque province. Pour les équipages, il y avait l'inscription maritime introduite en Espagne par Philippe V, et les levées, espèce de presse, exercée par les marins qui parcouraient les ports et les environs et emmenaient ceux qui leur paraissaient propres au service de mer. Leurs excursions s'étendaient quelquefois jusqu'à trente ou quarante kilomètres à l'intérieur. La moitié des équipages de la flotte détruite à Trafalgar provenait de ces levées, et les hommes, pour la plupart, n'avaient pas trois mois de service.

Le nombre des régiments était considérable, mais les cadres étaient vides. Il y avait une douzaine de régiments allemands, irlandais ou suisses, ces derniers seuls réellement étrangers : les autres ne comptaient que des Espagnols, si l'on excepte les chefs et quelques officiers. La difficulté des enrôlements était accrue par la concurrence que faisaient aux enrôleurs de la Péninsule, ceux des régiments des colonies (1).

Charles III avait réorganisé l'armée, l'équipant à la prussienne, à l'exemple de Frédéric II. C'est dans cet état que la trouva Napoléon, et il demanda et obtint du gouvernement un corps auxiliaire de 30,000 hommes; ce furent les meilleures troupes d'Espagne qui, sous le marquis de la Romana, se rendirent en Hollande.

(1) Les cadres de l'armée dans la péninsule comprenaient les corps suivants :

Bataillons d'infanterie espagnols.	185
Id. » suisses.	12
Id. » irlandais et flamands qui n'avaient d'étranger que le nom des régiments, et quelques chefs et officiers	15
Compagnies d'artillerie	107
Escadrons de cavalerie régulière.	126
Compagnies détachées	4
» de milice urbaine	116
» fixes	20
» d'invalides aptes au service.	40
» d'artillerie (milices)	74

Les forces effectives de ces corps devaient être de 185,000 hommes et 16,500 chevaux. Mais elles ne dépassaient pas 100,000 : le marquis de la Romana en avait emmené 30,000 au nord, de façon que les forces disséminées dans les places fortes, la capitale et le camp de Gibraltar atteignaient à peine le chiffre de 70,000 hommes.

VII

Le désastre de Trafalgar avait réduit à néant notre marine. Le travail était paralysé dans les arsenaux; le reste de l'escadre démantelé. La marine marchande était ruinée par les quatre ans de guerre que nous soutenions contre l'Angleterre pour plaire à Napoléon, et les côtes de la Méditerranée étaient journellement saccagées par les pirates barbaresques; tel était l'état de la marine en 1808.

Les causes de cette décadence venaient cependant de plus haut. Au lieu d'autoriser la communication libre de tous les ports des colonies avec tous les ports d'Espagne, on avait eu la stupidité de désigner un seul port pour les importations et les exportations aux colonies. Ce privilége fut d'abord donné à Séville, et puis à Cadiz par Philippe V, si nous ne nous trompons : ces deux villes absorbèrent les produits du commerce, et s'enrichirent d'une manière fabuleuse aux dépens des colonies et du pays, soumis à leur monopole, qui n'avait à redouter que la concurrence des contrebandiers anglais. Les ressources et la prospérité des colonies n'auraient pas connu de bornes si le gouvernement eût ouvert leurs ports à tous les drapeaux et aux Espagnols de tous les ports. Si l'île de Cuba a pu atteindre la prospérité dont elle jouit, c'est qu'en 1805, privée de communications avec la mère-patrie, à cause de la guerre avec les Anglais, elle ouvrit ses ports au commerce de toutes les nations; ce qui lui permit d'échanger ses produits, et de retirer de ses douanes de qnoi snffire à ses dépenses.

Jusqu'en 1808, Cuba non senlement ne versait rien an trésor espagnol, mais une certaine quantité de l'argent venn du Mexique était destinée à couvrir son déficit.

VIII

L'état de la propriété et de la production n'était pas moins déplorable. Le quart seulement de la propriété rurale et urbaine était libre : les autres trois quarts appartenaient au roi et à la famille royale, aux nobles, aux majorats, à l'église et aux établissements de charité et de bienfaisance dont le clergé était l'administrateur. Ces trois quarts de la propriété nationale en biens de mainmorte ne produisaient pas une rente égale à la moitié de celle du quart libre. Si l'on excepte la dîme et les prémices sur le bétail et les produits, dont l'agriculteur devait laisser choisir et prendre la dixième partie par l'Église, les charges et impôts sur la propriété perçus au profit de l'État étaient insignifiants.

Les maisons se louaient au mois, au trimestre, au semestre ou à l'année; et, tant que le locataire payait exactement le terme, le propriétaire ne pouvait augmenter le loyer, ni déposséder le locataire, qu'à condition de faire des changements notables ou d'habiter lui-même la maison au moins quatre années consécutives.

Les contrats agricoles étaient nombreux et très divers : dans les provinces du centre et en Andalousie où l'eau manque, et où les récoltes sont moins assurées, la propriété était concentrée en peu de mains. Le clergé et la noblesse étaient, pour ainsi dire, les seuls possesseurs du sol. Ils exploitaient eux-mêmes; et les travailleurs, accumulés dans les villes, étaient de simples journaliers. Dans les pays d'irrigation, la propriété était plus divisée, les travailleurs disséminés en petits villages ou dans des fermes, et la culture donnée à fermage. Il y avait plusieurs sortes de baux : dans les pays pauvres, en Galice, par exemple, on payait en nature : en certains cas, le propriétaire fournissait la semence, le fermier le travail; et l'on partageait la récolte : ailleurs, le propriétaire ne recevait que le tiers, ou le quart, ou bien une quantité déterminée des produits.

En Murcie et dans les pays d'irrigation, la rente se payait en

argent; mais généralement les biens de main-morte étaient affermés à rente perpétuelle.

Les perturbations opérées par la révolution ont présenté des résultats extraordinaires. Les censitaires se sont rachetés : ceux qui recevaient une rente perpétuelle ont gagné si elle était en nature, et perdu si elle était en argent; parce qne, la monnaie ayant diminué de valeur à mesure que celle des produits augmentait, il en est résulté que la rente en argent ne représentait plus qne le quart en produits, de ce qu'elle valait avant la révolution.

L'industrie n'existait pas à proprement parler. Elle produisait peu et à grands frais, n'ayant pas de machines : mais les produits étaient solides, et les producteurs d'honnêtes gens. Les soieries et les tissus de laine étaient les principaux articles manufacturés.

En échange de l'argent des colonies nous recevions les produits étrangers de l'industrie et même de l'agriculture. Au commencement dn siècle, bien que la popnlation fût au dessous de onze millions, l'Espagne importait la sixième partie des céréales nécessaires à sa subsistance; et ses exportations consistant principalement en vin et hnile, fruits frais ou secs, comme oranges, raisins, amandes, etc., ne dépassaient pas cinq cent millions de réaux.

IX

Il n'y a pas de documents officiels sur l'état de l'instruction publique, mais, d'après nos recherches particulières, nous croyons pouvoir affirmer qu'il était rare de tronver un paysan sachant lire et écrire; et que pour une femme, savoir lire n'était pas nne preuve de haute moralité.

Cependant, l'instruction à tons les degrés était gratuite. Il n'en coûtait rien pour être admis à l'université, aux séminaires et aux écoles des beaux-arts et dans les classes d'instruction primaire; les titres de docteur étaient presque gratuits. Les professeurs, les docteurs, les magistrats, les médecins, ce qu'on appelle les profes-

sions libérales, se recrutaient dans la classe bourgeoise et parmi les pauvres. La coutume, comme la loi, tendait ainsi à démocratiser l'étude de la science.

Les étudiants des universités menaient la vie qu'on appelle *vie d'étudiant :* ils portaient le long manteau noir (*manteo*), et le tricorne. Les pauvres allaient au couvent recevoir la soupe que distribuaient les moines; et, pendant les vacances, ils parcouraient les villes en bandes avec des guitares et autres instruments, demandant l'aumône en échange des sérénades et des chansons qu'ils improvisaient sur tout ce qui frappait leurs yeux. Ces troupes de mendiants destinés à devenir professeurs, magistrats, médecins, à remplir les professions les plus honorables étaient reçues avec sympathie dans les villages et dans les fermes; et l'on trouvait parfois, parmi ces chanteurs, des jeunes gens des familles les plus distinguées.

Les livres d'enseignement étaient ceux du moyen âge. Il n'y avait aucun ouvrage moderne sur les sciences naturelles ou exactes ni sur l'astronomie, malgré l'importance de cette science pour les marins. On craignait que ces livres ne continssent des doctrines contraires à l'enseignement catholique. Il s'en suivait une ignorance et un retard dans tous les arts qui dépendent des sciences : mais, comme compensation, les étudiants espagnols étaient forts en latin, en humanités, en histoire sacrée et en droit romain, grands parleurs capables de discuter, toute leur vie sur et pour des riens (1).

Les nobles dédaignaient de s'instruire et les pauvres travailleurs n'avaient aucun intérêt à profiter de la gratuité d'un enseignement public si étranger à ce qu'ils auraient dû apprendre pour se perfectionner dans leurs métiers.

(1) Torres, écrivain espagnol assez connu du commencement du XVIIIe siècle, dit qu'il avait étudié cinq ans à l'université de Salamanque avant d'apprendre qu'il existait une science des mathématiques.

X

Le théâtre et la littérature étaient en complète décadence. On peut dire qne, seul, le peuple des grandes villes conservait le goût du théâtre où il allait boire et manger pour jouir à la fois des plaisirs de la table et de la scène.

Moratin, avec ses comédies de mœurs, fut le créateur d'un nouveau goût littéraire dans la classe moyenne, qui commençait alors à avoir quelque influence : mais, pour le peuple, les drames de Calderon, les émotions poignantes de l'ancien théâtre, n'ont pn être remplacés que par le romantisme moderne qni en dérive.

L'opéra italien était à peine connu. Le roi, ponr ne pas s'ennuyer senl au théâtre du Retiro, envoyait ses laquais dans la rue inviter poliment les promeneurs à assister gratis au spectacle.

En 1808, il n'y avait que quatre journaux qui paraissaient deux fois par semaine : c'étaient la *Gazette de Madrid* et les journanx d'annonces de Madrid, Cadiz et Barcelonne qui avaient quatre pages *in-quarto*. Outre la censure royale il y avait la censure religieuse, exercée par des délégués à la nomination des évêques : aussi ne publiait-on que des légendes et des histoires de miracles.

XI

La moitié des jonrs de l'année étaient fériés. Aux coins des rues, dans les ruelles et sur les places il y avait des niches de saints, devant lesquelles les dévotes brûlaient des cierges la nnit, seul éclairage ponr les passants, dans la plupart des villes. Tout hermitage, tout couvent, toute église avait son saint, faiseur de miracles ; et, entre ces divers exploiteurs de la bestiale crédulité du peuple régnait une concurrence acharnée. Un couvent exhibait-il une vierge qui remuait les mains, on dont la chevelure poussait, le couvent rival avait un Christ

qui se couvrait de sueur, et dans un troisième, la sueur était du sang.

Les médecins ne pouvaient lutter contre les amulettes et les reliques qui guérissaient, sans drogues, toutes les maladies ; et les malades, avant de mourir, laissaient à l'église de l'argent pour des messes, espérant qu'elles seraient plus efficaces pour sauver leur âme, que ne l'avaient été les amulettes pour rétablir la santé de leur corps.

Le catholicisme, qui absorbait la société tout entière, était en Espagne, comme en Italie, et même à un plus haut degré, un polythéisme mal déguisé. Les saturnales s'appelaient *romerias*. La déesse Cérès était devenue la vierge d'août ou de septembre, et Pallas était la déesse des artilleurs sous le nom de sainte Barbe.

Le peuple était peut-être le plus idolâtre des nations de la terre. Chaque individu avait son ange, son saint qui était son patron, son protecteur au ciel. Le village avait un patron ou une patronne, chaque navire avait aussi le sien, et la nation en avait deux, la *très pure Conception* et *saint Iago*. Les familles, les habitants d'une rue, les sociétés d'artisans, célébraient la fête du patron avec des formes entièrement païennes. Les danses, les festins et les libations nocturnes auprès des couvents et des églises se terminaient par des orgies obscènes comme les bacchanales. Le prêtre du haut de la chaire exaltait avec une éloquence grotesque, la puissance miraculeuse de l'image en terre ou en bois peint, qui avait guéri de la peste, avait fait succéder une pluie féconde à la sécheresse, et était toujours prête à sauver les troupeaux des épidémies.

A la porte des églises et des couvents se vendaient les amulettes et les reliques miraculeuses, et le clergé non content de la dîme et de la contribution forcée que payait sous diverses formes le fidèle dans l'église, exigeait une rétribution pour toutes les cérémonies du culte. Les ordres, appelés mendiants, vivaient d'aumônes et condescendaient, par charité chrétienne, jusqu'à distribuer aux pauvres, à la porte de leurs couvents le superflu de leurs tables. Les confréries

rivales excitaient la superstition à couvrir d'or et de pierreries le saint dn couvent, comme on le voit encore de nos jours ponr la *Virgen del Pilar* à Saragosse, et la *Virgen de Monserrat* en Catalogne, qni ont des ornements d'une richesse fabuleuse.

Il y avait 150,000 prêtres ou moines et religieuses, ce qui fait 11 sur 1000 habitants.

Telle était la situation de l'Espagne. La famille royale composée d'idiots et de traîtres; la noblesse nombreuse mais en général pauvre et sans prestige; une classe moyenne peu nombreuse mais intelligente et active; les masses ignorantes, fanatiques, mais brûlant de patriotisme, douées d'nne grande vigueur physique et morale, et ayant en elles-mêmes une confiance sans bornes.

XII

Nons avons dit qne la régénération de l'Espagne commença en 1808; en effet, sa conduite à cette grande époque fut admirable et étonna le monde qui croyait le peuple espagnol aussi corrompu et anssi avili qne ses souverains.

La spontanéité et l'énergie de sa résistance à nn ennemi qni se croyait tout-pnissant et qui s'était introduit, par trahison, dans la péninsule prouvent snffisamment combien est fansse la doctrine qui soutient : qu'*un peuple a toujours le gouvernement qu'il mérite.*

Le gouvernement révolntionnaire, on *junta central*, convoqua la nation y compris les colonies en cortès constituantes, qui se réunirent à Cadiz en 1810, au nom de la sonveraineté dn peuple; et tinrent leurs séances dans l'église de Saint-Philippe de Néri, propriété d'nne congrégation de prêtres. Malgré le respect ponr la religion manifesté dans la constitution, cette profanation d'un édifice consacré au culte montre clairement à qnel degré s'était déjà transformée dans les esprits l'idée des rapports entre l'État et l'Église.

Ces cortès, représentation hétérogène de tous les éléments et de toutes les classes de la vieille monarchie, composées de nobles, de magistrats, d'évêques et de plébéiens, militaires ou industriels, votèrent l'abolition de l'inquisition et des priviléges de la noblesse, et décrétèrent la constitution la plus démocratique qui auparavant ou depuis ait été jurée par un souverain.

Cette constitution a été appelée, à juste titre, la constitution monarchique de la race latine, qui l'adopta comme drapeau révolutionnaire en Portugal, en Sicile, à Naples, en Sardaigne, et la proclama en 1821 dans ces divers États où elle fut écrasée, comme en Espagne, par la réaction absolutiste européenne. Elle resta le mot d'ordre des libéraux jusqu'à la révolution française de 1848 qui donna à la démocratie le drapeau républicain.

Voici les dispositions les plus importantes de la constitution de 1812 :

Le peuple espagnol est souverain ; il se donne les lois qu'il juge bonnes à garantir la liberté et le bien-être de chacun.

La nation ne peut être le patrimoine d'un individu ou d'une famille.

Elle délègue au roi le pouvoir exécutif. Le roi est irresponsable, mais il ne peut ni se marier, ni sortir du territoire sans l'autorisation des cortès, qui se réservent tout pouvoir de décider de la succession au trône, de déposer le roi en cas d'incapacité, et de déterminer le genre d'éducation à donner à l'héritier présomptif.

Le roi nomme les ministres : il déclare la guerre ; il conclut les traités de paix, mais il ne peut les ratifier sans l'approbation préalable des cortès. Il ne peut lever l'impôt sans vote des cortès, et ses décrets ne sont exécutoires que s'ils sont contresignés par un ministre responsable. Le roi peut opposer son veto deux fois aux lois votées par les cortès, mais si la loi est votée une troisième fois, les ministres doivent l'insérer au bulletin et la faire exécuter sans la sanction du souverain. Le roi peut dissoudre les cortès, mais elles se

réunissent, de droit, tous les ans, au jour fixé par la constitution, et elles doivent siéger au moins trois mois. Quand les cortès sont dissoutes ou prorogées, une commission nommée par elles veille à l'observation de la loi, et peut convoquer des cortès extraordinaires, quand elle juge la patrie en danger.

Les cortès partagent avec le roi le pouvoir législatif mais il n'y a qu'une seule Chambre. L'élection des députés est à trois degrés. Tout Espagnol âgé de 21 ans est électeur primaire. Est éligible tout Espagnol âgé de 25 ans. La loi électorale organique prive du droit électoral tout Espagnol qui, en 1830, ne saura ni lire ni écrire. Le roi jure de gouverner selon la constitution et conformément aux lois : s'il manque à son serment, le peuple n'est plus tenu de lui obéir. C'est l'ancienne formule de la constitution d'Aragon où les députés juraient fidélité au roi, se réservant le droit de révolte en cas de violation des lois par le souverain. En 1812, c'était le roi qui prêtait serment au peuple, et proclamait lui-même le droit d'insurrection, dans le cas où il violerait son serment.

Cette constitution de 1812, si large, plus libérale qu'aucune des constitutions des pays de l'ancien monde, y compris l'Angleterre, était discutée et proclamée avec un calme majestueux par les législateurs de Cadiz, au bruit du canon ennemi résonnant à leurs portes, et pendant que le peuple en armes chassait de son pays vers les frontières l'armée de Napoléon, jusqu'alors victorieuse en Europe.

Plus juste envers les colonies qu'on ne le fut plus tard, l'Espagne étendait alors les bienfaits de sa constitution sur tous les lieux où flottait son drapeau, et ce fut là une des causes principales de la révolution dans l'Amérique du Sud. Les aristocrates, descendants des anciens conquérants, possesseurs du pouvoir et de la richesse, se soulevèrent contre une constitution qui, par la proclamation de l'égalité des races, leur enlevait tous leurs priviléges, et quand la constitution fut supprimée, ce furent les races indigènes et les mulâtres qui, à leur tour, s'armèrent contre les représentants de

l'ancien système colonial : et l'armée, où les deux partis étaient représentés se divisa entre les deux camps (1).

Ainsi l'on vit le Mexique en révolte contre la mère-patrie se constituer en empire et maintenir l'ancien système espagnol, les priviléges aristocratiques, la noblesse, l'intolérance, les biens de main-morte civile et religieuse, et tons les autres monopoles dn despotisme. La lutte des libéraux contre les absolutistes continuée sans relâche jusqu'à nos jonrs, a fini par le triomphe de Juarez et de ses braves et constants compagnons d'armes, qui ont inanguré une ère de liberté et de progrès. Ce qne nous avons dit dn Mexique s'appliqne aux autres colonies et explique les guerres intestines qni désolent les républiques du Sud.

XIII

La constitution de l'an XII fnt abrogée en 1814 par Ferdinand VII, qui avait livré la patrie à l'étranger, et que le peuple trahi et vendu par la famille royale, avait cependant proclamé souverain dans la constitntion. Jamais roi se montra-t-il anssi ingrat envers son peuple? Soutenu par la réaction européenne et par l'élément fanatiqne très pnissant encore à l'intérieur, Ferdinand VII ne se contenta pas d'abro-

(1) La force armée des colonies, lersqu'elles se révoltèrent contre la métropole consistait pour l'armée de ligne :

En bataillons d'infanterie	56
Compagnies détachées.	14
Escadrons	26
Compagnies détachées (cavalerie).	80
Milice :	
Bataillons	459
Compagnies détachées.	151
Escadrons	255
Compagnies détachées (cavalerie).	45
Ce qui faisait un total de.	215
Bataillens	208
Compagnies d'infanterie	165
Escadrons	281
Compagnies de cavaleries	125

Effectif : 200,000 hommes et 40,000 chevaux.

ger la constitution : il rétablit l'inquisition et persécuta cruellement les plus illustres patriotes, qui, pendant la guerre de l'indépendance, avaient sauvé le pays et avaient délivré Ferdinand lui-même de la prison où le tenait Napoléon. Mina, l'Empecinado, Gallardo, Martinez de la Rosa et autres citoyens illustres, qui, dans les camps, au parlement ou dans la presse, avaient fait la révolution, furent poursuivis, jetés dans les cachots ou forcés de s'exiler. L'inquisition, qui n'avait pas d'hérétiques à poursuivre, s'acharnait contre les libéraux.

La constitution de 1812 avait succédé à la charte octroyée par Napoléon. Nous n'avons pas besoin de dire que cette charte n'était rien moins que libérale; mais un des traits curieux de la physionomie du temps est la faveur avec laquelle l'invasion de Napoléon fut reçue par plusieurs des hommes les plus éclairés de l'Espagne, Moratin, Llorente, Golla et autres, qui tous professaient des idées très avancées pour l'époque, et qui cependant étaient *afrancesados*, partisans des Français.

Voyant la masse du peuple fanatique se laisser aveuglément guider par le clergé, ils croyaient que la cause du progrès gagnerait à un changement de dynastie, et aux nouvelles institutions données par Napoléon qu'ils regardaient comme le destructeur providentiel du droit divin et de la tradition. Il est juste de reconnaître que la charte-Napoléon était un véritable progrès eu égard aux institutions de l'Espagne, quand il la promulgua. Le peuple en masse était armé pour l'indépendance avec Ferdinand VII. Quelle ne fut pas la surprise des *Afrancesados* en voyant la révolution se servir de Ferdinand VII seulement comme de symbole de l'indépendance et de l'unité, et marcher si e. avant dans la voie des réformes et de la liberté!

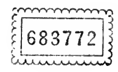
XIV

On a fait aux constituants de Cadiz le grave reproche d'avoir donné au peuple espagnol une constitution trop radicale, qu'il était incapable de comprendre et d'observer : ce reproche n'a pas de fonde-

ments sérieux; l'Espagne a lutté sans relâche pour cette constitution, et il a fallu l'intervention de l'Europe pour l'abolir.

Nous avouons sans peine qu'en 1814 les masses n'avaient qu'un seul sentiment, celui de la nation une, symbolisée par Ferdinand VII. Aussi ne s'insurgèrent-elles pas quand il abolit la constitution, qui n'était pas une condition essentielle de l'indépendance nationale. Mais si Ferdinand VII eût conservé cette constitution, les mêmes masses ne se seraient certes pas insurgées pour le contraindre à l'abroger. Le clergé, les moines, quelques nobles, voilà les ennemis vrais de la constitution, les seuls réactionnaires à qui était avantageux le retour de l'ancien régime. Toute la classe moyenne, les travailleurs éclairés, et le peuple entier dans quelques grandes villes étaient partisans décidés de la constitution, et n'acceptèrent, pour le moment, le trône et les Bourbons, qu'en considération de l'état de l'Europe.

De 1814 à 1820 Ferdinand ne songea qu'à traquer les libéraux et à augmenter l'influence des inquisiteurs et des moines. Pas une seule réforme économique, pas une œuvre d'utilité publique, rien ne vint réparer les désastres de la guerre. L'armée fut négligée, la marine, élément indispensable pour les colonies, fut réduite à néant; toutes ces causes amenèrent la séparation des colonies et la révolution de 1820 en Espagne, qui soumit Ferdinand à de si rudes épreuves et mit en danger son trône et sa vie.





60.4.76
BNC-FIRENZE
